

AKTUELL

CORÉE DU NORD ET ARMES NUCLÉAIRES

Utile, la bombe ?

Raymond Klein

Éviter une guerre nucléaire, cela fait consensus. Mais comment y arriver, en Asie de l'Est aujourd'hui, et partout ailleurs après ?

Y aura-t-il escalade guerrière en Asie de l'Est ? Aux dernières nouvelles, ce serait la Russie qui bloquerait une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant les essais de missiles nord-coréens. Moscou se plaindrait d'une modification du texte, mais il s'agit surtout d'affirmer une fois de plus son statut de puissance incontournable face aux brusqueries

diplomatiques en Asie de l'Est. Quant à l'équilibre de la terreur en place depuis les années 1990 entre l'Inde et le Pakistan, il n'a pas empêché les deux pays de se trouver au bord de la guerre à plusieurs reprises.

Paix fourrée

Pour éviter une guerre nucléaire, l'approche la plus communément admise aujourd'hui passe par la non-prolifération : empêcher ceux qui ne l'ont pas déjà d'accéder à « la bombe ». Or, au-delà de l'iniquité inhérente à cette approche, elle a aussi un effet pervers : des régimes qui se sentent menacés par des voisins puissants sont ainsi encouragés à se procurer l'arme nucléaire au plus vite, et secrètement. C'est la leçon des interventions occidentales en Irak, en Lybie et désormais en Syrie, et accessoirement de l'intervention russe en Ukraine. En renonçant

des États-Unis. Quant à la Chine, elle aurait cette fois-ci approuvé la résolution. D'un côté, l'empire du Milieu cherche à faire pression sur un allié hors de contrôle. De l'autre, il redoute l'effondrement d'un régime et une réunification coréenne qui permettrait aux États-Unis d'avancer leurs pions sur l'échiquier géostratégique.

Entre-temps, aux États-Unis, le nouveau président Donald Trump essaie de maintenir sa popularité à travers une politique extérieure agressive. Quant aux états d'âme de Kim Jong-un, on en reste aux hypothèses. Mais de nombreux experts s'inquiètent de la possibilité d'une guerre nucléaire, car la situation tendue entre Washington et Pyongyang pourrait dérapage au moindre malentendu.

Décidément, les relations entre armes nucléaires et paix mondiale sont moins simples que ce qu'on nous expliquait à la fin de la guerre froide. À savoir que l'équilibre de la terreur entre puissances nucléaires suffisait pour assurer une paix éternelle. Peu d'experts proposent en effet de fournir des bombes atomiques à la Corée du Nord, au Japon, au Vietnam, aux Philippines, à Brunei et à la Malaisie afin d'améliorer les relations

à leurs programmes nucléaires, les régimes en place se sont rendus vulnérables, alors que le monde continue de prendre des gants avec la dictature nord-coréenne.

Or, pendant que se développait la crise nord-coréenne, fin mars, se déroulait à l'ONU à New York le premier round des négociations sur un traité bannissant les armes nucléaires. 123 États travaillent à interdire notamment l'usage de ces armes, comme cela a été fait pour les armes chimiques et biologiques, les mines antipersonnel et les sous-munitions. Hélas, les grandes puissances et les pays de l'OTAN - à l'exception notable des Pays-Bas - ont décidé de boycotter ces négociations.

L'initiative est la réponse aux échecs des tentatives d'avancer dans cette direction au sein des conférences de révision du Traité sur la non-prolifération (woxx 1320). Et comme lors de ces tentatives, le Luxembourg se retrouve du côté des « bad guys », notamment l'ensemble des puissances nucléaires confirmées. La solidarité avec le régime de Trump semble peser plus lourd que le désir de contribuer à la paix sur Terre.

SHORT NEWS

Demandeurs d'asile : Asselborn dans le brouillard

(lc) - Voulant profiter du calme de la semaine pascale - et de l'absence de la plupart de ses collègues ministres -, le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration Jean Asselborn a décidé de convoquer la presse pour causer un peu de la situation des demandeurs de protection internationale (DPI) au Luxembourg. Pourtant, la conférence de presse n'était pas très bien préparée et le ministre est resté le plus souvent vague sur les questions essentielles. Citant pendant une trentaine de minutes des chiffres à profusion - sans les livrer par écrit -, il a surtout insisté sur les trois premiers mois de l'année en cours. Ainsi, quelque 155 Syriens, dont 52 dans le cadre des programmes de relocalisation, ont posé leur demande au Luxembourg. Tandis que pour les Syriens l'obtention du statut est - après un check effectué par le Srel - quasi automatique, la même chose ne vaut pas pour les réfugiés irakiens ou afghans. Pour les premiers, Asselborn met en avant une condition de territorialité : « Si vous venez de Mossoul, c'est autre chose que le sud de Bagdad ou encore le Kurdistan. Il y a absolument moyen de se faire une vie là-bas. » Pour les Afghans, le Luxembourg mise surtout sur une coopération avec les autorités locales. Exception faite des groupes à risque : LGBTI, femmes seules et... journalistes. Confiance donc, mais pas trop. Par contre, les demandeurs issus des Balkans voient leurs chances d'obtenir le statut quasiment réduites à néant. Ceci aussi grâce à la nouvelle procédure accélérée mise en place depuis le 1er avril : 44 cas sont passés par là, et pour 41 un refus a été prononcé, 2 ayant retiré leur demande. Sinon, Asselborn est resté vague sur la décision de la Commission européenne la semaine dernière de baisser significativement le nombre de relocalisations - « Le Luxembourg fait ses devoirs. » - comme sur l'avenir de la coopération avec la Turquie post-référendaire : « La situation reste calme en Grèce », a-t-il estimé. Eh bien, croisons les doigts alors.

Am Kader vum
Medieprojet 1917 vu radio 100,7
a Wochenzeitung woxx

1917

Ëffentlech Table ronde

LAND, BRODT, FRIDDEIN?

D'Bedeutung vun der Russescher Revolutioun fir Lëtzebuerg

Rendez-vous de 24 Abrëll 2017 um 19:00

am Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster (Sall José Ensck, 2. Stack).

Den Honger huet d'Leit op d'Strooss gedriwwen, mee et goung ëm méi wéi ëm d'Kuuscht: Wéi a Russland d'Bäckereie gestiermt goufen, wéi déi kleng Leit hir Aarbecht niddergeluecht hunn an d'Arméi net méi bereet war, den Uerdere vum Zar ze follegen, war d'Zil och, engem ofgewirtschafteten, absolutistesche Regime en Enn ze setzen. Wéi déi eng awer nach demokratesch Reforme wollten duerchzéien, hat fir déi aner schonn d'Stonn vum Proletariat geschloen: Russland war dat éischt Land, dat de kapitalistesche System radikal ofgeschaaft huet an e komplett neie Wee wollt goen.

D'Signaler vun der Revolutioun goufen och a Westeuropa gehéiert, si huet d'Hoffnung vum der Aarbechterbewegung op e bessere Wirtschaftssystem gestärkt. Wéi waren d'Reaktiounen op d'Russesch Revolutioun zu Lëtzebuerg? Wéi hunn déi verschidden ideologesch Stréimunge sech dozou verhalten? Wéi eng Wirkung hat d'Revolutioun op d'Diskussiounen ronderëm en neit Lëtzebuerg, dat nom Krich sollt entstoen? Doriwwer diskutéiere Fachleit aus der Lëtzebuurger Geschichtsfuerschung ënnert der Moderatioun vu radio 100,7 a woxx.

Gäscht:

Tun Jost, Member vun Déi Lénk, Publizist, fuerscht zur Escher Lokalgeschichte
Dr. Stéphanie Kovacs, Historikerin an der Lëtzebuurger Nationalbibliothék
Dr. Frédéric Krier, Member vun der Geschäftsféierung vum OGBL, Historiker
Aly Ruckert, President vun der KPL, Parteihistoriker
Dr. Denis Scuto, Ass.-Prof. am Zentrum fir Zäitgeschichte vun der Uni Luxemburg

Moderatioun: Claude Mangen (Radio 100,7), Renée Wagener (woxx)

Jiddereen ass wëllkomm, fir bei der Diskussiounsrönn live derbäi ze sinn.
Reservéiert Är gratis Plazen op events@100komma7.lu

Diffusioun um radio 100,7: Méindes, den 1. Mee um 10:04 Auer.

